



**SYNDICALISME
EN TURQUIE
ET
AU SEIN DU
MOUVEMENT KURDE**

mai 2015

Introduction

En mars 2015, une délégation en soutien au mouvement kurde de Solidaires Etudiant-e-s, accompagnée d'un camarade de Sud Rail, s'est rendue en Turquie, où elle a eu l'occasion de rencontrer des syndicats. C'est à partir de ces rencontres que nous vous proposons un point sur le syndicalisme en Turquie, et plus spécifiquement au sein du mouvement kurde.

En Turquie, il existe un mouvement social fort composé de très nombreuses organisations et partis politiques, associations, « forums », collectifs, syndicats... En son sein, deux gauches s'opposent. Une gauche kémaliste, c'est-à-dire qui défend un nationalisme turc, et une gauche qui défend le droit des « minorités », essentiellement née à partir du mouvement kurde. Ces deux gauches cohabitent dans les syndicats révolutionnaires. Le mouvement social est donc traversé par la persistance de la lutte des Kurdes. Dans la région kurde, la politisation est très prégnante et le mouvement social a une réelle assise populaire. Cette politisation est fortement idéologique, elle s'inscrit dans le cadre du développement et de la réalisation d'un projet politique dénommé le « confédéralisme démocratique », inventé au sein du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) mais aujourd'hui développé par de nombreuses structures : partis politiques, associations, mouvements, forum. Si ce mouvement a son assise au sein de la région kurde, il connaît de plus en plus de relais à travers le pays et notamment à Istanbul.

Au vu de l'objectif de la délégation, nous nous sommes questionné-e-s sur la place du syndicalisme à l'intérieur du mouvement politique. Et plus spécifiquement du syndicalisme au sein d'un mouvement fortement idéologique comme le mouvement kurde ? Il serait trop simple de résumer le rapport entre les syndicats et les partis comme de simples courroies de transmission des idéologies. Au sein des syndicats se développent des impératifs et des pensées propres aussi.

La Turquie a connu plusieurs coups d'État dont les impacts sur le syndicalisme ont été très forts, cela vaut tout particulièrement pour le coup d'État de 1980. Ce n'est qu'au début des années 1990 que commencent à réapparaître des syndicats un tant soit peu libres. Néanmoins la situation reste compliquée pour eux. En effet, en Turquie, l'organisation des syndicats est réglementée dans la Constitution. Elle laisse la loi déterminer, par exemple, ce que leurs statuts peuvent contenir, la composition et le nombre de membres du secrétariat, un nombre plancher pour le nombre de membres d'une section, etc. Les fonctionnaires et les travailleur-se-s du privé ne peuvent pas se syndiquer dans les mêmes confédérations.

Les confédérations les plus combattives sont le KESK pour le public et le DISK pour le privé. C'est dans ces deux syndicats que se regroupent les syndicats et syndicalistes progressistes. Elles soutiennent très souvent les mouvements sociaux par l'appel à des journées de grève générale. Le KESK comme le DISK ont soutenu et participé activement au mouvement social de Gezi du printemps 2013. On peut noter l'existence de chambres professionnelles qui participent au mouvement social et tout particulièrement l'Union des Chambres de métiers des Ingénieurs et des Architectes turcs (TMMOB) et l'Union des Médecins Turcs (TTB). Ces deux chambres ont été citées à plusieurs reprises par nos interlocuteur-trice-s comme des soutiens au mouvement et comme effectuant un travail qu'on peut qualifier de syndical. Ces syndicats et chambres travaillent ensemble le plus souvent possible, et de manière systématique pour les

dates anniversaires comme le 1er mai. Ces dates ne sont pas anodines. Le 1er mai fait, par exemple, l'objet d'interdiction des manifestations. Ces dates sont un moyen d'entretenir la mémoire des mouvements sociaux mais aussi des temps forts du combat pour la démocratie en Turquie. Le 1er mai 2015, les manifestations à Istanbul ont été empêchées puis les manifestant-e-s réprimé-e-s. 25 000 policier-e-s ont été réparti-e-s dans la ville. Des affrontements se sont déroulés toute la journée et 300 arrestations étaient comptabilisées dans la soirée. C'est dans ce contexte que se développe le syndicalisme dans tout le pays. Les syndicalistes au Kurdistan sont soumis à des pressions encore plus poussées, car leurs liens avec le mouvement kurde donnent à l'État un motif pour les qualifier de séparatistes. Ils sont donc réprimé-e-s sous ce motif pour une partie de leurs actions syndicales.



La délégation a rencontré trois syndicats, membres de deux confédérations : un syndicat étudiant, Genç Sen, membre du DISK, plusieurs sections ou représentations d'un syndicat de l'éducation, Eğitim Sen et un syndicat des transports publics, BTS, tous deux membres du KESK. Ainsi, il ne s'agit pas de faire un panorama exhaustif du syndicalisme, mais de fournir quelques éléments pour que les camarades de Solidaires puissent s'y retrouver. En effet, assez peu de documentations (voire aucune) est disponible sur le syndicalisme en Turquie en français. Nous retraçons ici ce que nous avons pu en comprendre durant ces trois semaines, ce qui laissera, nous en sommes conscient-e-s, beaucoup de questions. Souhaitons que de futures délégations de l'Union Syndicale Solidaires amènent de nouveaux éléments.

Bonne lecture

Les centrales syndicales

Confédération des salarié-e-s du secteur privé :

TURK-iŞ est la « confédération des syndicats turcs ». Elle a été créée en 1952. C'est la centrale la plus ancienne et la plus grosse. Elle revendique 1 750 000 membres. C'est un syndicat d'accompagnement, ainsi une rencontre entre la direction et le premier ministre A. Davutoğlu a eu lieu le 25 mars 2015 (Compte rendu de cette rencontre (en anglais) sur leur site : <http://www.turkis.org.tr/-PM-VISIT-TO-TURK-IS-d665>). Son histoire est notamment marquée par le fait qu'elle est la seule centrale à avoir existé durant la période qui suit le coup d'État de 1980.

DISK est la « confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie », elle a été fondée en 1967, venant alors briser la solitude de TÜRK-İŞ. DISK a été interdit durant le coup d'État.

HAK-iŞ est la « confédération des vrais syndicats turcs ». Elle a été fondée en 1976. Elle joue le rôle de syndicat maison pour le parti au pouvoir, l'AKP.

Confédération des salarié-e-s du secteur public :

KAMU-SEN, né le 24 juin 1992, (Türkiye Kamu Çalışanları Sendikaları Konfederasyonu) est la « Confédération des syndicats de travailleurs du secteur public de Turquie ».

MEMUR-SEN (Memur Sendikaları Konfederasyonu) est la « confédération des syndicats de fonctionnaires ». Elle date de 1995. Elle est proche de l'AKP.

KEŞK (Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu) est la « Confédération des syndicats de travailleurs du secteur public ». Elle a été créé en 1996.





1 / KESK

Kamu Emekçileri sendikaları
konfederasyonu « Confédération des
syndicats des travailleurs du secteur
public »

KESK (Kamu Emekçileri sendikaları konfederasyonu) signifie « Confédération des syndicats des travailleurs du secteur public ». C'est une confédération qui date de 1996 et se compose de 9 branches : Eğitim Sen : enseignement ; SES (Santé) ; Tüm Bel Sen (Mairie) ; BES (Bureau) , ESM (Industrie, mines, énergie) BTS (Transports publics) ; Tarım Orkam-Sen (agriculture) ; Haber Sen (Postes) ; Yapı, Yol Sen (routes, bâtiments, cadastres) ; Kültür ve Sanat Emekçileri Sendikası (Culture et arts) ; DİVES (structures religieuses). Tous ces syndicats se sont créés dans la première partie des années 90, mais jusqu'en 1999, les fonctionnaires n'avaient pas réellement le droit de s'organiser en syndicat. C'est avec cette reconnaissance qu'ils ont pu se confédérer. Les droits des fonctionnaires restent cependant très réduits. Le droit de grève n'est pas officiellement reconnu. Un contentieux juridique oppose d'ailleurs les confédérations de syndicats de fonctionnaires KESK et KAMU Sen au gouvernement, car la Turquie est signataire du traité de l'Organisation Internationale du Travail, dans lequel est inscrit le droit de grève pour les fonctionnaires. Pour justifier leur plainte, les deux confédérations s'appuient sur l'article 90 de la constitution turque qui mentionne la supériorité des lois internationales aux lois intérieures.

KESK se réclame de l'indépendance politique. Elle est organisée selon les tendances politiques de la gauche turque et de la gauche dite kurde. L'existence de tendances / sensibilités y est reconnue. Dans toutes les structure syndicales que nous avons rencontrées, l'empreinte des ces partis politiques se fait sentir ; cela n'empêche pas pour autant les syndicalistes d'avoir des activités syndicales de défense des droits ou de luttes spécifiques à leur secteur. Au niveau de la région kurde, les syndicats développent des points particuliers, d'abord parce que la région kurde est souvent sous dotée par rapport aux autres, d'aucuns la comparent à une colonie de la Turquie, ensuite parce que les secteurs peuvent développer des points particuliers de la lutte kurde. L'exemple des enseignant-es est parlant : ils-elles sont à la pointe de la lutte sur la langue kurde, son développement, sa transmission. Par ailleurs, les militant-es qui défendent la cause kurde, ou les causes des minorités, sont réprimé-e-s dans leur syndicalisme pour ces soutiens. Ainsi beaucoup d'entre eux-elles sont accusés d'être séparatistes ou terroristes. La tendance kurde du syndicat est, notamment, dans son entier visée par des répressions du fait de ses revendications en faveur de la reconnaissance de droits culturels et politiques pour les minorités.

KESK est affiliée à la Confédération syndicale internationale et à la Confédération européenne des syndicats.





Syndicat des travailleurs des transports publics (BTS) gare de Diyarbakir

Nous avons rencontré le 20 mars 2015 des cheminots du syndicat des travailleurs des transports publics (BTS) à la gare de Diyarbakir, capitale officieuse du Kurdistan du Nord (celui qui se trouve sur la Turquie). Ils travaillent pour la compagnie nationale de train turque, la TCDD (Türkiye Cumhuriyeti Devlet Demiryolları).

Le secteur ferroviaire en Turquie

Les premières lignes de chemin de fer dans le territoire de l'empire ottoman qui correspond à l'actuelle Turquie ont été construites en 1856. Le secteur ferroviaire est peu développé en Turquie : le transport par bus représente 80 % du transport de voyageurs et le secteur aérien est en expansion. Les lignes à grandes vitesses sont le seul transport ferré en expansion, mais elles sont de mauvaises qualités.

En effet, l'exécutif turc a tendance à mettre en service ces lignes alors que l'infrastructure ad hoc n'est pas prête, malgré les oppositions du BTS. Pour la ligne Ankara – Istanbul, ça a causé un accident qui a fait 37 mort-es. Après cet accident, ils ont importé une partie de l'infrastructure d'Espagne et de Corée. Mais les lignes ne sont toujours pas faites correctement.

Le train est un moyen de transport bon marché en Turquie. Le manque d'intérêt des habitants de Turquie pour le transport ferré s'explique principalement par sa lenteur : les trains sont limités à 50 km/h, à part sur les deux lignes à grande vitesse : Ankara - Istanbul (pas totalement finie) et Ankara - Konya ; qui peuvent aller jusqu'à 220 km/h. Mais ce sont là des vitesses maximums et de nombreux facteurs ralentissent encore la vitesse des trains :

- ➔ Le réseau est composé de voies uniques entre les gares pour les deux sens de circulations, sauf à Istanbul.
- ➔ Il n'y a aucune barrière autour des emprises ferroviaires pour empêcher les non-cheminot-es et les animaux de traverser intempestivement les voies, même dans les villes.
- ➔ Les voies sont peu entretenues (ballast souvent insuffisant ou absent).

Par exemple, le trajet Diyarbakir – Istanbul mettait 54h pour 1 365 km (pour le trajet par route, une estimation rapide sur internet donne 17 h). Mais ce train a été supprimé dans le cadre du processus de privatisation.

Pour ce qui est des transports urbains publics ferrés, il y en avait à Ankara, mais ils sont en train de les privatiser. Les transports urbains sont gérés par les mairies, qui les sous-traitent en partie. La mairie d'Izmir va encore plus loin et a une ligne de métro totalement privée.

Les conditions de travail sont plus difficiles au Kurdistan qu'à l'ouest du pays : moins de



voie ferrée en centre-ville de Diyarbakir - photo N.P, mars 2015

personnel, matériel désuet... Mais même dans le reste de la Turquie, dans les années 2000, des trains des années 30 circulaient encore. Les trains de voyageur-euses commencent à avoir du confort (clim par exemple), mais c'est récent.

Ils commencent juste à discuter d'une loi sur la réglementation ferroviaire. Pour comparaison, en France, une réglementation assez lourde et bureaucratique est en place pour permettre la circulation des trains en toute sécurité (et, en cas de problème, trouver rapidement un-e responsable). Par exemple, quand il n'existe qu'une voie unique pour les deux sens de circulations (comme c'est le cas dans la plupart de la Turquie), un registre de circulation avec une valeur juridique est tenu dans les deux gares en amont et en aval de la portion de voie unique. Deux agents formés et habilités à le faire communiquent par téléphone afin de remplir en temps réel ce document, afin qu'il soit impossible, par exemple, d'envoyer deux trains en sens opposé sur cette portion de voie. D'après ce qui nous a été expliqué, il semblerait qu'en Turquie le trafic soit suffisamment léger pour qu'un centre de régulation par région, en contact téléphonique avec les gares, suffise pour prévenir ce genre d'accident. Mais les agents de ce centre de régulation n'ont pas de procédures imposées et on a cru comprendre que c'est plus l'expérience et le bon sens qui leur permettent d'éviter les accidents. Seule Istanbul possède des sécurités plus élaborées, car elle est soumise à un trafic plus dense.

Les conditions de travail sont difficiles, notamment à cause du fait que le service est assuré en permanence (24h/24 et 7j/7). Les conducteur-trices sont ceux dont les conditions de rémunération sont les meilleures, car ils ont des primes. Par contre, leurs heures supplémentaires sont très mal payées (1 lira en plus par heure). Leur amplitude normale de travail quotidien est de 12h, mais les roulements de services ne sont pas clairement définis. Cela encourage l'employeur à faire plus travailler les fonctionnaires, car leurs heures supplémentaires sont moins chères que celles des personnels des sous-traitants.

La privatisation du rail en Turquie

En 1991, la banque mondiale préconise de privatiser le rail turc. À partir de ce moment, elle a poussé l'État turc à effectuer un désinvestissement financier et une « restructuration du secteur », c'est-à-dire selon le syndicat, la privatisation du secteur. Un développement du ferroviaire est toujours prévu, mais par le privé. Une nouvelle loi de privatisation a été votée en décembre 2014 et ils sont en train de l'appliquer. Elle donne 5 ans pour privatiser le secteur ferroviaire et obtenir que la totalité des travailleur-euses relève du droit privé.

Jusqu'en 1997, le rail d'État turc effectuait lui-même son recrutement, puis envoyait les agents dans ses propres centres de formation. Depuis, celles et ceux qui sont encore recrutés comme fonctionnaires le sont par le biais d'un examen commun à toutes les fonctionnaires et sont ensuite réorientés vers le ferroviaire en fonction des besoins de l'état. Ils-elles vont encore dans des centres de formation ferroviaires, mais ce changement de fonctionnement a permis de supprimer plein beaucoup de ces centres. Les fonctionnaires sont maintenant une espèce en voie de disparition dans la profession. Les jeunes sont recrutés uniquement avec des contrats de droit privé, sauf pour les cadres.

Il y a aussi un recours massif à la sous-traitance. Les personnels des sous-traitants ont de moins bons salaires, mais plus de primes. La privatisation du fret est aujourd'hui très avancée. Le transport de marchandises est fait à 10 % par les fonctionnaires, tout a été privatisé. Les entreprises privées font toute la préparation du fret, que les fonctionnaires se contentent de faire circuler sur le réseau nationale.

Selon la banque mondiale, le problème principal du secteur ferroviaire en Turquie serait le trop grand nombre de salarié-es. La privatisation passe donc aussi par des coupes drastiques dans les effectifs. Résultat, entre 1996 et 2015 le nombre de cheminot-es est passé de 87 000 à 38 000. Par exemple, ils suppriment les postes d'agent-commercial train, garde-freins, etc. Et font faire ces tâches aux conducteur-trices de train. À Diyarbakir, ils sont passés de 60-70 conducteur-trices à une dizaine. Les conducteur-trices ont également été séparés en trois branches : manœuvre (pour la formation et l'acheminement des trains avant leur service commercial), voyageur et fret. On notera que le calendrier, les préconisations et la forme que prend la privatisation sont grosso modo similaires au processus de privatisation du secteur ferroviaire français.

Présentation du BTS

On rencontre un conducteur de train embauché il y a 25 ans (il n'a pas encore pris sa retraite, car en Turquie, les fonctionnaires perdent 50 % de leur salaire quand ils partent à la retraite) et un agent de gare. Ils font partie du BTS : Birleşik Taşımacılık Çalışanları Sendikası, en français le syndicat des travailleurs des transports publics. Le BTS se revendique contre l'État et de gauche. Il a été créé en 1991. Durant la reconstruction syndicale, ils ont eu beaucoup de licenciements, mutations forcées, exécutions extrajudiciaires pour activité syndicale. Ils-elles défendent le transport ferré de voyageur-euses, notamment car il est moins dangereux que par route. Leurs statuts sont fondés sur le droit des travailleur-euses, mais ils revendiquent aussi la nécessité de la paix en Turquie. Ils considèrent les transports publics comme un droit accessible à tou-te-s et revendiquent donc des transports gratuits pour éviter les discriminations entre classes. Leur priorité dans le travail syndical est la lutte contre les accidents de travail.



Leur champ de syndicalisation ce sont les fonctionnaires travaillant dans les transports ferroviaires, aériens et marins. Ils ne peuvent pas légalement syndiquer des sous-traitant-es. Et même s'ils le faisaient, ces dernier-ères se feraient licencier directement, selon eux (les syndicats de profs nous ont dit la même chose pour leurs propres sous-traitant-es).

Nos interlocuteurs sont des membres du bureau du syndicat de la région de Diyarbakir (nous avons cru comprendre que c'est une aire géographique plus vaste que le département de Diyarbakir, un peu comme les régions SNCF en France). Dans les organisations syndicales affiliées au KESK, des tendances politiques sont organisées.



Après que l'État ait enclenché le processus de privatisation, le KESK a eu une entrevue avec la confédération syndicale internationale. Ils ont organisé deux grandes marches (la dernière a eu lieu en novembre 2014) pour sauver le rail public, mais la loi a été adoptée.

La grève est interdite pour les fonctionnaires, mais dans la région de Diyarbakir, le BTS a le rapport de force pour lancer des grèves quand même. Par contre, ils-elles doivent en payer le prix : les procès sont très fréquents (notre interlocuteur a déjà été poursuivi une vingtaine de fois).

Sur la région, le BTS fait 83 % aux élections professionnelles. Le taux de syndicalisation est de 100 %. Jusqu'à récemment ils étaient le seul syndicat sur la région, mais le gouvernement a réussi à implanter son syndicat, le syndicat des fonctionnaires du transport, ulaştırma-memur-sen, avec une politique mélangeant clientélisme (logements, mutations, promotions...) et intimidation. Ce syndicat est rattaché à la confédération Memur Sen. À Diyarbakir, le BTS travaille également avec la mairie, qui est contrôlée par un des partis du mouvement kurde – le parti des régions démocratiques (DBP). Le DBP voulait municipaliser les bus de la ville, mais n'y est pas parvenu par manque de moyens. Mais ils travaillent actuellement avec le BTS pour mettre en place une ligne de tram municipalisée.

« LE SYNDICAT MAISON »

À chaque fois qu'un parti a le pouvoir exécutif en Turquie, il crée ou s'affilie une confédération syndicale pour conforter son pouvoir et développe ainsi des syndicats maison. Ce fut le cas de l'AKP qui prend le pouvoir en 2002 et s'affilie Memur Sen pour le public et Hak-iş pour le privé. Quand il faut négocier dans un secteur, l'exécutif parle en priorité avec sa "fédération vassale". Dans l'éducation, face à Eğitim Sen, l'État a développé Eğitim Bir-sen dont le nombre de syndiqué-e-s est passé de 10 000 à 270 000. Comme pour le rail, une politique clientéliste, des avantages et des avancements ainsi qu'une pression - notamment sur les "nouveaux et nouvelles" - explique ce développement fulgurant.



Le syndicat de l'enseignement Eğitim Sen

Notre délégation a rencontré à quatre reprises le syndicat Eğitim Sen (prononcez « eytim sén ») qui syndique les enseignant-e-s et les personnels dans le secteur de l'éducation, du primaire à l'université. Nous nous sommes entretenu-e-s avec les sections d'Eğitim Sen de Diyarbakir (pour le primaire et le secondaire), de Dersim (primaire et secondaire), d'Istanbul (universités), ainsi qu'avec la représentation d'Eğitim Sen à l'université de Dersim (ils-elles ne sont pas assez nombreux-ses pour légalement créer une section).

L'éducation : un enjeu politique

Depuis la naissance de la République de Turquie en 1923, l'enseignement est un vecteur de transmission de l'idéologie nationaliste turque. La construction et l'unification de l'État-nation turc se sont accompagnées d'un processus d'assimilation violent des peuples se trouvant sur son territoire, visant à nier la diversité de cultures et d'identités existantes. La négation de cette pluralité culturelle s'est faite au profit de la création d'une image fantasmée d'un homme turc musulman. La laïcité, inscrite dans la constitution, est en réalité la gestion de la religion musulmane par l'État. Toutes les autres cultures, langues, religions (kurdes, arméniens, alévis...) ont été contraints de se fondre dans ce modèle culturel en se niant eux-mêmes. L'enseignement a donc toujours été utilisé comme un moyen d'uniformisation nationale, inspirée du modèle nationaliste français, résumée par cette expression : « un seul pays, une seule langue, un seul peuple ». C'est notamment le lieu d'apprentissage du turc pour tout le monde. Jusqu'en 2013, toutes les autres langues étaient totalement interdites et les enfants étaient réprimés s'ils parlaient leur langue maternelle. Les politiques éducatives sont décidées dans le conseil de l'éducation de la maternelle au lycée puis le conseil de l'enseignement supérieur (YÖK) dans l'enseignement supérieur. Les personnes qui siègent dans ces instances sont des proches du pouvoir. Les manuels scolaires suivent tous cette pensée nationaliste, ainsi on trouve au début de tous les manuels - sans distinction de maison d'édition ou de matière - un mot d'Atatürk le « père de la nation » ainsi qu'une photo de lui. Les enfants sont soumis depuis des décennies au lever du drapeau le lundi matin et le baisser du drapeau le vendredi soir.

L'AKP a repris ces aspects du nationalisme en renforçant la place de la religion. Il a exalté la figure d'un homme religieux haineux à l'égard de tout ce qui ne lui ressemble pas. Pour cela, l'AKP a profondément transformé l'éducation nationale depuis son arrivée au pouvoir. Cette politique se traduit tout d'abord par le développement des établissements religieux (les « Imam Hatip ») au détriment des établissements généraux. Ces Imam Hatip servent à former des Imams et s'y enseigne une forme d'islam qu'on peut qualifier de « sunnisme orthodoxe intolérant ». Nos interlocuteurs nous affirment qu'« à Diyarbakir, la plupart des lycées sont en train de se transformer en lycées religieux ». Quant aux collèges, il semble qu'il faille chercher à l'extérieur de la ville pour en trouver qui ne dispensent pas un enseignement de type Imam Hatip. Ces politiques qui, de fait, forcent les familles à scolariser leurs enfants dans les Imam Hatip

sont renforcées par un désengagement financier de l'État dans les écoles générales. Ainsi, un grand nombre de services payants dans les lycées généraux (livres, cantine, internat, transports scolaires...) sont pris en charge par l'État pour les élèves des Imam Hatip. Cependant, y compris dans les établissements généraux, l'État cherche à imposer l'enseignement de la religion en rendant obligatoires des cours de « culture religieuse » et ce, depuis la maternelle. De manière plus insidieuse, le contrôle que l'État cherche à développer au cœur des convictions religieuses des individus se manifeste également par la volonté de l'AKP, à partir de 2016, de créer ses propres écoles pour les alévis. Cela lui permettrait ainsi de construire sa propre conception de l'alévité.

Le gouvernement AKP encourage aussi la création d'écoles, collèges, lycées et universités privés en proposant des aides financières pour les familles. Toutes les sections d'Eğitim Sen font part de leurs inquiétudes face à la privatisation des écoles. La section d'Istanbul nous raconte la tentative par le gouvernement de faire passer une loi renforçant la libéralisation des universités en 2013. Cette loi n'a pas abouti, par contre elle s'accompagnait d'une loi sur les procédures disciplinaires qui contenait un durcissement de la répression dans les universités qui, elle, est passée. Par ailleurs, le gouvernement a commencé à développer les contrats précaires, notamment pour les assistant-e-s (étudiant-e-s en master, doctorant-e-s). Ainsi sa

(suite page 11)

L'UNIVERSITÉ DE DERSIM OU L'UNIVERSITÉ COMME OUTIL DE CONTRÔLE SOCIAL

Le cas de l'université de Dersim est emblématique de l'usage que l'État rêverait de faire de l'institution scolaire en général : créée en 2008 à 20 km du centre-ville, le campus de l'université de Dersim et ses 6400 étudiant-e-s sont séparé-es du reste de la ville de Dersim. Sa fondation est directement issue de la volonté de l'AKP de créer une université dans chaque département, en tant que relais et symbole de la présence de l'État dans tout le pays. A Dersim, l'enjeu était de placer le campus assez loin de la ville afin de couper les étudiant-e-s, source d'agitation sociale, d'une ville déjà très active politiquement. En effet, Dersim, renommée, par l'Etat turc, Tunceli est une ville de montagne qui a été un lieu de refuge pour les opprimé-e-s : Arméniens, Kurdes, alévis. Elle a de fait une histoire particulière de massacres mais aussi de résistances à l'opresseur.

Les membres d'Eğitim Sen expliquent en introduction que cette université avait dès le

départ une vocation propagandiste : présenter la Turquie comme une nation moderne ayant une université par province, que ce soit en interne ou à l'international. C'est également illustratif du contrôle du pouvoir central sur l'enseignement supérieur : il peut créer une université de son propre chef, sans consulter ni la communauté scientifique ni les pouvoirs locaux. Eğitim Sen a également mis l'accent sur le rôle de contrôle social bien plus que scientifique de cette université : c'était l'occasion pour l'État de placer des partisans à lui, dans une région qui lui est majoritairement hostile (même l'armée a peur de sortir de ses casernes, entourées de champs de mines). Les recrutements d'enseignant-e-s se font par le pouvoir exécutif au niveau central et surtout sur des critères politiques et clientélistes. Cette politique conduit à des aberrations académiques comme l'existence d'un département « produit de l'eau » qui ne compte aucun étudiant-e mais où il y a bien des enseignant-e-s qui sont salarié-e-s mais qui ne fournissent aucun travail scientifique. L'objectif étant de placer des individus proches du pouvoir, et ce de façon tout à fait décomplexée

stratégie est de développer sans même avoir besoin d'une loi le privé dans le public.

Globalement, il s'agit d'un système éducatif peu émancipateur et non vecteur de créativité qui nous est décrit par tous les syndicalistes rencontré-e-s. L'enseignement passe par de l'apprentissage « par cœur », à partir de programmes, que Eđitim Sen qualifie de « nationalistes, racistes et sexistes ». Beaucoup d'examens se font sous la forme du QCM (Questionnaire à choix multiple) et les élèves répondent à des questions du type « En quelle année Mustafa Kemal Atatürk a déclaré que... ? » Toute l'histoire du pays s'organise autour de ce programme nationaliste qui justifie, par exemple, les « massacres des Arméniens » - [en Turquie, on ne parle pas de génocide des Arméniens dans les manuels scolaires]. Les enseignant-e-s de Dersim regrettent fortement l'absence d'encouragement à la réflexion et l'interrogation. Ils notent aussi le très peu de cours d'arts, de musique ou autres disciplines qui pourraient favoriser un développement personnel et ironisent sur le nombre important d'heures de cours de grammaire turque en comparaison.

Présentation d'Eđitim Sen

Le syndicat de l'enseignement a été fondé en 1995. Comme Eđitim Sen ne syndique que des fonctionnaires, le syndicat est confédéré dans KESK, qu'il a participé à créer. Les membres d'Eđitim Sen se présentent même souvent comme moteurs au sein du KESK. A Eđitim Sen, se syndiquent des profs du primaire à l'université, mais aussi des technicien-nes, ouvrier-e-s, etc. mais uniquement ceux qui sont fonctionnaires. Ceux qui relèvent du droit privé ne peuvent pas s'y syndiquer. Ce mélange est à la fois une volonté politique mais aussi la conséquence de la constitution turque qui oblige à se syndiquer par secteur. Les militantes de l'université d'Istanbul nous ont ainsi raconté, l'œil moqueur, comment des « académiciens » qui ne voulaient pas appartenir à la même organisation que les enseignant-e-s du primaire et du secondaire ont du finalement adhéré à Eđitim Sen, car l'État limite le nombre de syndicat par secteur.

Il est le résultat d'un consensus entre diverses organisations et partis politiques sur la nécessité de créer un syndicat dans l'éducation qui défende un enseignement public, gratuit, scientifique, laïc et non-sexiste. Depuis quelques années, le syndicat défend aussi dans toute la Turquie, un enseignement non-nationaliste qui prenne en compte l'histoire des différents peuples et religions de Turquie. En ce sens, il a intégré les revendications du mouvement kurde et s'insère dans le mouvement politique pour la reconnaissance et l'autonomie du peuple kurde. Zeynep Kivilcim de la section de l'université d'Istanbul, qui n'est pas kurde, nous raconte avec un fond de colère que cette intégration ne s'est pas faite sans un combat très âpre, les syndicalistes liés au mouvement pour l'autonomie des peuples (souvent simplifié en mouvement kurde) ont souvent été taxés de faux syndicalistes et de « nationalistes kurdes », qui ne se préoccupaient que de la question kurde.

Dans les universités, des sections sont présentes à Izmir, Ankara et Istanbul. Dans la province de Dersim, le syndicat compte 1100 membres sur 1400 enseignant-e-s et dans celle de Diyarbakir, sur 20 000 enseignant-e-s, 10 000 sont à Eđitim Sen. Les syndicats fonctionnent sans permanent-e. Par contre, des postes de permanent-e-s existent pour le bureau national qui se trouve à Ankara. Eđitim Sen refuse de développer un syndicalisme professionnel, forme qu'ils-elles assimilent à une pratique des syndicats proches du pouvoir.

La revendication de la langue maternelle

Les défenseur-se-s de l'enseignement dans la langue maternelle ont eu deux opposant-e-s durant ces dernières années : l'État et les militant-e-s de gauche kemalistes. En 2001, le syndicat vote l'inscription dans ses statuts de l'enseignement dans la langue maternelle, à rebours de la politique assimilationniste du gouvernement qui interdit les langues autres que le turc et donc leur enseignement. En février 2002, l'État intente un procès à Eđitim Sen en accusant le syndicat de séparatisme mais la plainte est classée sans suite. Par la suite, c'est l'état-major de l'armée qui fait pression sur la justice pour rouvrir le dossier. L'État vise clairement la dissolution du syndicat. En parallèle est mené un débat à l'intérieur du syndicat sur la pertinence de revendiquer l'enseignement en langue maternelle. L'article est retiré des textes en 2005 car la majorité s'y oppose. En 2011, la majorité s'inverse, il est réinscrit dans les statuts, où il figure encore aujourd'hui. Entre temps la Turquie a fait l'objet d'une condamnation par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) à propos du procès ré-ouvert par l'État Major. L'État n'a pas réussi à dissoudre le syndicat mais il garde tout de même le pouvoir d'interférer dans son fonctionnement et de limiter son influence. De nombreu-x-ses syndicalistes font, par ailleurs, l'objet de poursuites pour séparatisme en tant que membre de la tendance kurde.

Quel syndicalisme ?

Eđitim Sen fait un travail de défense des droits des travailleur-euse-s et pour l'amélioration des conditions de travail. Ils pointent le manque de moyens attribués à l'enseignement public face à des classes surchargées de 50 à 60 élèves (exception faite de Dersim où la section parle de « privilège » sur le nombre d'élèves en cours). La section de Diyarbakir nous raconte comment les salles de travaux pratiques servent de salles de cours classiques. Effet du manque de places dans les lycées. A Dersim aussi, l'état des écoles est décrit comme catastrophique. Dans les écoles primaires du Kurdistan, il n'y a parfois pas de cours de récréation. « L'école n'est pas adaptée aux enfants » résume le secrétaire de la section de Dersim. Il explique aussi que les problèmes d'infrastructure sont tels qu'on finit par s'habituer à cette situation de chaos et que bénéficier d'un « bâtiment et de chaises » les rend déjà content-e-s. Les enseignant-e-s doivent parfois faire le ménage eux-elles-mêmes car il n'y a pas de personnel-le dédié-e à cela. Afin d'assimilation, certain-e-s jeunes diplômé-e-s sont affecté-e-s à des centaines de kilomètres chez eux et surtout hors des régions kurdes. Par ailleurs, de nombreux jeunes reçus au concours n'ont pas de poste et doivent chômer sans salaire, alors même qu'il y a un manque criant d'enseignant-e-s.

Ils organisent des grèves, des manifestations, des conférences de presse, des rassemblements, des boycotts (par exemple des cours de religion ou du sermon « Je suis fier d'être turc » que l'État faisait répéter jusqu'en 2013 à tous les enfants) mais également des conférences sur des problématiques liées à l'enseignement où ils discutent par exemple de la restructuration du secteur public, de la formation, du contenu des cours, des modèles d'enseignement à travers le monde, etc. Le secrétaire de la section de Diyarbakir parle aussi

suite pages 13 et 14

Le combat des femmes.

Zeynep Kivilcim et Gultan Ergun, membres de la commission femme, nous exposent leur point de vue : « A l'intérieur du syndicat, il y a une commission des femmes. Nous sommes en train de créer des assemblées de femme. L'une des spécificités d'Eğitim Sen est que la moitié des membres sont des femmes. Mais malgré cela, le taux de représentation à la direction du syndicat est très faible. Le premier obstacle qu'on rencontre ce sont nos camarades hommes. On revendique la représentation égale des hommes et des femmes, c'est une revendication minimale. Jusqu'en 2011, il n'y avait pas de quotas dans les statuts. Maintenant on est à 40 % de femmes. Quand on a commencé à en parler, la plupart des membres, qui sont pourtant dans des partis politiques qui fonctionnent comme ça, ont refusé pour le syndicat. On a insisté plusieurs fois, ils ont refusé. Un syndicat qui a le courage de mettre dans ses statuts le droit à la langue maternelle ne l'a pas pour reconnaître les droits des femmes !? On demande depuis le début un quotas de 50, car 50 % des syndiqué-e-s sont des femmes. Ils nous répondaient tout le temps, « le syndicat n'est pas prêt », « la société n'est pas prête ». On a été obligé d'accepter le quota de 40 % sinon ça ne serait pas passé.

Pour pouvoir changer les statuts, on a besoin du vote des hommes, parce que la plupart des délégués sont des hommes. En tant que femme féministe, on a été l'objet d'une attaque lors d'une réunion syndicale. Faudrait faire une thèse sur la masculinité des hommes militants. En Turquie, la masculinité est quelque chose en permanence exalté et comme les hommes de gauche sont opprimés, ils sont incapables de gérer le fait qu'ils n'ont pas le pouvoir. Leur masculinité est toujours opprimée, et quand tu es dans ton propre syndicat, quand les femmes féministes viennent, ils ne peuvent pas supporter. « Les féministes sont des révisionnistes, des opportunistes. » En 2005, 2008, deux fois des revues du syndicat sont sorties pour le 8 mars et des textes de femmes ont été censurés par la direction générale sous prétexte qu'il y avait le mot féministe à l'intérieur.

Le 8 mars dernier, on était à Muş (est de la Turquie) pour faire un état des lieux des femmes à l'université. Il y avait un homme, qui était le représentant de la section d'Eğitim Sen. Il nous a expliqué que ce qui comptait c'était la lutte des classes et qu'il fallait pas se diviser. C'était un panel pour le 8 mars, même le 8 mars, on peut pas parler en temps que femme. Il y a une solidarité entre les hommes de tous les partis.»

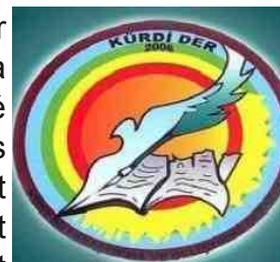
suite de la page 12

de "désobéissance civile" notamment quand il fait référence à la création d'écoles entièrement en langue kurde.

Face à la conception de l'éducation comme vecteur d'une idéologie nationaliste, raciste et sexiste, Eğitim Sen défend un enseignement public, gratuit, laïc, scientifique, anti-sexiste et dans les langues maternelles. Un enseignement à portée critique intégrant l'histoire des différents peuples de Turquie, à l'encontre du récit national unique. Dans les sections du Kurdistan, un de leur cheval de bataille central est la lutte pour la reconnaissance des langues réprimées par l'État et l'enseignement dans ces langues maternelles. « C'est une question fondamentale » dit le secrétaire de la section de Dersim. Depuis 90 ans, la région subit une assimilation qui a détruit l'identité des familles, la question de la langue est au cœur de la répression des identités. C'est aussi pourquoi elle est au cœur de résistances. Le syndicat réfute le fait que les cours optionnels de kurde, décidés par le gouvernement en 2013, soit un progrès. « C'est considérer le kurde comme une langue étrangère », alors même que c'est la langue maternelle de millions de personnes qui vivent dans le pays. Il en va de même pour l'arménien.

De surcroît, la section de Dersim chiffre à 200 le nombre d'élèves qui ont choisi les cours optionnels mais se trouvent sans enseignant-e-s par faute de nomination par l'État. Ce qui montre assez bien que ce n'est qu'une mesure d'apaisement et pas une vraie mesure politique d'ouverture sur les cultures.

Dans les provinces kurdes, malgré la répression annuelle, le syndicat organise chaque année des heures de cours en kurmanci ou en zazaki (deux des langues kurdes parlées en Turquie) au moment de la journée de la langue maternelle (21 février) et de la fête des langues kurdes (15 mai). Dans trois villes, Diyarbakir, Djéziré et Yusekova, Eğitim Sen a participé, aux coté de l'association Kurdi-Der [association qui promeut la langue kurde] et des municipalités à la création d'écoles alternatives où l'enseignement se fait entièrement en kurde et les pédagogies y sont alternatives. A Diyarbakir, le contenu est centré sur les élèves, tourne autour de ce que serait une démocratie, incite les élèves à être critiques, prône l'égalité entre les hommes et les femmes comme l'amitié entre les peuples. Ces écoles fonctionnent grâce à l'aide financière des mairies et grâce aux dons, ce qui permet d'assurer un enseignement totalement gratuit : les fournitures scolaires, les repas, le transport ne sont pas des frais à la charge des familles. Pour le moment, ces écoles n'ont ouvert que la première classe (équivalent du CP), les niveaux supérieurs vont se développer. Des manuels scolaires en kurde de la primaire jusqu'au lycée sont en création. Les premiers manuels qui ont été finis ont d'ailleurs été envoyés à Kobané.



Ces écoles insufflent un esprit de désobéissance civile par leur existence même, en pratiquant ce qui est interdit par la loi. Celle de Diyarbakir a été attaquée à ses débuts. L'Etat laisse désormais les écoles exister mais sans les reconnaître. Dans la province de Dersim, c'est le zazaki, considéré par l'UNESCO comme étant en voie de disparition qui fait l'objet d'une lutte pour son enseignement dans les écoles. De manière plus générale, c'est un enseignement aiguisant l'esprit critique qui est défendu par Eğitim Sen, qui s'oppose à la mainmise de l'État sur les programmes scolaires. Ce contrôle, on l'a vu, s'exerce par le biais des cours de religion obligatoires mais également par la suppression de certains cours, comme cela a été le cas des cours de philosophie dans les Imam Hatip. C'est ce qu'il faut comprendre lorsqu'ils revendiquent un enseignement « scientifique » ; il s'agit pour elles et eux d'exiger l'enseignement des différents paradigmes scientifiques, sans en privilégier certains pour des motifs religieux, idéologiques ou autres. A l'université de Dersim, lors de la campagne pour l'élection du/de la recteur-riche de l'université (équivalent du/de la président-e d'université en France), le syndicat a exigé des candidat-e-s qu'ils-elles s'engagent à ne pas interférer dans le contenu des cours.

Les syndicalistes (pro-)kurdes sont l'objet d'une répression sévère. Nombre d'entre eux et elles sont mort-e-s en prison, d'exécutions extra-judiciaires et sous la torture du fait de leurs activités syndicales. D'autres se sont exilé-e-s. En ce moment, beaucoup de leurs militant-e-s sont en procès accusé-e-s d'« appartenance à une organisation terroriste » dans le cadre des « opérations KCK ». Ces opérations de police, menées par l'État turc entre 2009 et 2012, étaient dirigées contre des milliers de syndicalistes, étudiant-e-s, avocat-e-s, journalistes, maires, conseiller-e-s municipaux, et dirigeant-e-s du parti légal de l'époque le BDP, accusé-e-s d'être membre du KCK, considéré par l'Etat turc comme la branche urbaine du PKK. Beaucoup d'entre eux-elles risquent de nombreuses années de prison. Pour le rendu des jugements, ils-elles préparent un appel à soutien international.



2 / DISK

Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları
Konfederasyonu
confédération des syndicats révolutionnaires de
Turquie

C'est un syndicat fondé en 1967, qui a survécu – même si interdit après le coup d'État de 1980 - aux coups d'État successifs. C'est un syndicat qui se dit indépendant des partis politiques, mais pas neutre politiquement. Ce qui signifie qu'il se dit de gauche. Il ne regroupe que des travailleurs des secteurs privés. Une vingtaine de syndicats y sont confédérés (secteurs du textile, de l'énergie, du social, des banques, verre et poterie, des mines, de la métallurgie...) y compris un syndicat de retraités. Les syndicats du DISK mènent de nombreuses grèves. Au niveau confédéral, de nombreuses campagnes sur les conditions de travail et les conditions de vie des travailleur-se-s existent. Une campagne pour le doublement du salaire minimum de 900 à 1800 liras est en cours. Début février 2015, le DISK a fait part de son engagement dans la reconstruction de Kobané, en précisant que 12 000 de ses membres étaient prêts à se rendre à Kobané pour aider.

Le DISK est membre de la confédération européenne des syndicats et la confédération syndicale internationale.

Le seul syndicat du DISK que nous ayons rencontré est Genç Sen, qui est un syndicat étudiant.

La Turquie comme réserve de main d'oeuvre

La Turquie est un vivier industriel pour l'Europe. Plusieurs marques françaises ont leurs usines installées en Turquie (Air France, Carrefour, Danone, Peugeot, Renault...) Cette situation permet le développement de liens internationaux concrets.

En octobre 2014, Solidaires a participé à une action en soutien à des ouvrier-e-s de Turquie de Danone en grève, membres de Gıda İş (syndicat des ouvriers de l'industrie agro-alimentaire). Il s'agissait de faire pression sur la direction de Danone en France pour que les ouvriers puissent obtenir satisfaction. Alors que nous terminons la brochure (début mai 2015) la même situation se présente à Renault. L'éloignement physique des sièges sociaux permet aux patrons sur place de refuser toute négociation et aux directions en France de se tenir à l'écart de la crise. Aux syndicalistes de France de faire en sorte que les conditions de travail des salarié-e-s de Turquie empêchent les patron-ne-s de dormir la nuit.



le syndicat de la jeunesse étudiante, **Genç Sen** **Istanbul**

Öğrenci Gençlik Sendikası est le premier syndicat étudiant créé en Turquie. Il a été créé en 2006 à partir du rassemblement de différentes fractions politiques et poussé par le DISK. Peu après sa création, l'État les a poursuivis sous le motif que les étudiant-e-s, selon lui, ne sont pas des travailleur-se-s, et donc n'ont pas le droit d'être affilié-e-s au DISK. Ils sont aujourd'hui en appel après avoir perdu leur procès. « ça nous empêche pas de militer et de continuer », précise Burçak, jeune militante de Genç Sen. Ce procès est un exemple du contrôle de l'État sur les syndicats.

Genç-Sen mène des activités sur les universités mais aussi en interprofessionnel (par exemple la lutte qui a suivi la catastrophe des mineurs de Soma le 14 mai 2014). L'appartenance à une confédération est justifiée notamment par le fait que Genç-Sen définit les étudiant-e-s comme des travailleur-se-s, mais aussi comme la réserve de la classe ouvrière. Par ailleurs, 60 % des étudiant-es travaillent durant leurs études. Beaucoup comme serveur-se-s mais aussi dans l'événementiel, les cours particuliers, les enquêtes et sondages. Il existe également un marché des « notes prises en cours », et beaucoup de trafics de téléphones ou cigarettes. Le système de sélection a pour conséquence que beaucoup de jeunes étudient loin de chez leurs parents.

Le syndicat existe à Istanbul et dans une quinzaine d'autres villes (Izmir, Antalya, Mersin, Adana, Ankara...) En 2012, ils étaient 3 000 membres. Ils se posent des questions sur les adhésions car de nombreux étudiant-es adhèrent par intérêt quand ils rencontrent un problème ponctuel puis fuient devant les difficultés du militantisme en Turquie. Au centre de leurs luttes, se situe un combat contre le YÖK (Yükseköğretim Kurulu - conseil de l'enseignement supérieur), produit du coup d'État de 1980, qui, selon eux-elles, promeut une université sexiste, non scientifique et au service du capital. Le YÖK est l'organe qui contrôle tout sur les universités : nomination des enseignant-e-s, validation des sujets de recherche, programmes, concours d'entrée dans les universités...

Ces derniers temps, le syndicat a mené plusieurs campagnes qui excèdent les questions universitaires. Ainsi ils ont participé à la campagne du DISK pour la revalorisation du salaire minimum de 900 à 1800 liras. Des campagnes en soutien au Rojava ont aussi été lancées. En mars 2015, ils lançaient la campagne sur la reconstruction de Kobané avec l'envoi d'une délégation de trois étudiants qui se sont rendus sur place. Le syndicat a organisé plusieurs « panels » (sorte de conférence) sur les universités pour rendre compte de cette délégation.

MOR KAKTUS

Une organisation des femmes existe à l'intérieur du syndicat qui s'appelle Mor Kaktüs (cactus mauve) ainsi qu'un bulletin des femmes « Kaktüs » qu'elles diffusent dans les universités. Avant cette organisation, il existait dans le syndicat une forme de discrimination positive et une indépendance dans les prises de décision entre femmes.

Burçak trouve étrange que nous lui demandions comment elles ont obtenu une telle autonomie à l'intérieur du syndicat : « nous n'avons rien demandé, nous l'avons imposé de fait. » Elles interviennent ainsi sur les nombreuses questions liées aux étudiant-e-s et la libération des femmes.



LEURS REVENDICATIONS

Ils réclament un enseignement dans la langue maternelle, un enseignement scientifique, non-sexiste et égalitaire. Pour ce faire, ils luttent pour la disparition du YÖK afin de promouvoir une autonomie académique. Par exemple, à l'université d'Istanbul, un recteur (= président) a été élu qui n'est pas dans la norme du YÖK, l'État organise le refus « démocratique » de sa nomination.

L'enseignement dans la langue maternelle est une revendication forte des mouvements de gauche non nationalistes. Il y a les langues kurdes (kurmanci, zazaki) mais aussi l'arménien, l'arabe, le grec, le bulgare... La Turquie se trouve sur un espace géographique dans lequel vivaient sous l'empire ottoman de nombreux peuples. La fondation de la Turquie s'est faite contre toutes ces cultures. Depuis 2013, des langues interdites peuvent à nouveau exister dans l'espace public, mais il n'en demeure pas moins que tout le monde doit connaître le turc et que celui-ci reste la langue d'enseignement. Cette situation est non seulement culturellement oppressive, mais elle désavantage ceux et celles dont le turc n'est pas la langue maternelle. Sans compter que beaucoup la perçoivent comme la langue de l'oppression.

Un enseignement scientifique signifie une forme d'enseignement critique, qui puisse s'appuyer sur des vérités scientifiques. Beaucoup d'enseignant-es utilisent les cours pour faire passer leurs idéologies : kemalisme, sunnisme orthodoxe, sexisme.

Un enseignement égalitaire signifie revendiquer l'enseignement dans la langue choisie par l'étudiant, mais aussi la fin du système de sélection, la fin des frais d'inscription pour les redoublants...

Ils font de nombreuses luttes (sur les cantines, les cours, la liberté dans les facs). Ils nous ont beaucoup parlé de la lutte en cours à l'université d'Istanbul. A Istanbul, une lutte pour la nomination du recteur choisi par les forces progressistes s'est déroulée en mars 2015.

L'entrée à l'Université / Système de sélection:

L'entrée à l'université n'est pas de droit : un examen national a lieu chaque année au mois de Juin. Les résultats obtenus à cet examen, les résultats obtenus au lycée et la filière suivie déterminent l'acceptation dans les cursus et les universités. Chaque cursus et université requiert un certain nombre de points et les étudiant-e-s se voient donc majoritairement (Genç Sen avance les chiffres de près de 1 million « de gens qui échouent » sur 1,4 million de jeunes qui se présentent) soit ne jamais entrer à l'université, soit accepter des filières qu'ils et elles n'ont pas choisi, soit repasser plusieurs fois l'examen. Pour ceux-celles qui réussissent, mieux vaut accepter le lieu auquel on est affecté, sous peine de perdre des points de l'examen et changer de filière implique de le repasser. Ce système affecte donc les étudiant-e-s dans toute la Turquie, qui quittent alors leur famille. Les inégalités sociales jouent dans l'impossibilité pour beaucoup d'aller s'installer ailleurs, mais également dans la possibilité pour certain-e-s et pas d'autres de payer des cours privés pour se préparer à l'examen.

Le YÖK, le conseil d'enseignement supérieur, est créé suite à la réforme universitaire de 1981 issue de la loi sur l'enseignement supérieur (no:2547) à l'époque du coup d'état. Sa création vise à centraliser la gouvernance, coordination et supervision de toutes les institutions de l'enseignement supérieur. Étant une institution constitutionnelle, YÖK a un pouvoir légal sur le fonctionnement global de l'enseignement supérieur ainsi que sur les dynamiques internes de chaque université.

Lutte à l'université d'Istanbul

Une trentaine d'organisations se sont mises d'accord pour soutenir l'élection d'un recteur plutôt démocratique. Le vote des composantes de l'université a fait arriver en tête ce recteur. Le résultat du vote est remonté au YÖK, qui a publié une liste de propositions de nomination au président de la république ; le candidat arrivé en tête avait été rétrogradé en deuxième position sur cette liste. Le mouvement est parti du mécontentement à l'égard de ce manquement à la démocratie, habituel de la part du YÖK. Plusieurs forums (= AG) ont eu lieu ainsi qu'une manif le 20 mars. Cette lutte s'inscrit dans le combat plus large contre le YÖK, Genç Sen ne se fait aucune illusion sur le fait que le candidat du YÖK va être nommé (Il a été nommé depuis, ce qui a donné lieu à une occupation de l'université, nous avons publié un communiqué sur cela).

ACTIONS MILITANTES ET SANCTIONS

Le syndicat n'a pas de locaux dans les facs. C'est dans un café au sixième étage d'un immeuble d'une rue perpendiculaire à Istiklal (la grande rue passante d'Istanbul) que nous les avons rencontrés à deux reprises. Ce café, même si éloigné des universités, est un lieu du syndicat, tenu par les militant-e-s. Ils tiennent des tables dans les universités et participent à des manifestations. Ils-elles ont un bulletin d'information qui s'appelle « Kampüs ». Il y a de nombreux affrontements dans les facs avec l'extrême-droite et les islamistes (notamment pro-DAESH actuellement ou proches du pouvoir) et souvent les services de sécurité soutiennent les islamistes. Ces derniers ne font pas l'objet de sanctions disciplinaires.

A la moindre protestation, ils se confrontent aux services de sécurité privée, comme c'est arrivé début mars à l'université de Marmara. Les sanctions vont de l'envoi de lettres aux parents au renvoi des résidences universitaires ou encore la suppression de la bourse. Ou encore l'éloignement temporaire ou l'exclusion de la fac. Les activités politiques sur les facs sont interdites, y compris les distributions de tracts. Toutes les excuses sont bonnes pour réprimer : ils accusent les gens d'éteindre les lumières des couloirs en qualifiant l'acte de dégradation de bien public. Ou encore, par exemple, un camarade que nous rencontrons a été suspendu six mois de l'université pour avoir participé à une action de distribution du thé. Cela signifie qu'il n'a même pas le droit d'entrer dans les locaux de l'université. Il y a une collaboration entre les forces de police et judiciaire et les directions de facs, ayant pour une conséquence une sanction double pour les étudiant-e-s. Dans la majorité des cas, les conseils disciplinaires ouvrent des enquêtes et prononcent des sanctions, contre les étudiant-e-s qui ont été emprisonné-e-s ou sont l'objet de poursuites judiciaires du fait de leurs activités politiques, alors même que les peines n'ont pas encore été prononcées et que ces étudiant-e-s sont en cours de jugement.

« Entrer dans une université » : Expérience de notre délégation

Il suffit de vouloir entrer dans une université pour comprendre le climat de répression et le contrôle politique que décrivent les étudiant-e-s militant-e-s. Une des membres de notre délégation décrit de ses divers voyages en Turquie et au Kurdistan qu'à Van « il nous a été tout simplement impossible d'y entrer », à Diyarbakir, « un portail électronique, marquant un poste de surveillance policière, nous accueillait ». A Dersim, « un poste désert au moment de notre passage » mais de nombreux contrôles de police sur la route avant l'université. « A Istanbul, il nous a fallu appeler une professeure pour qu'elle témoigne que nous n'étions pas des fous dangereux, et nous avons finir par sortir nos cartes d'étudiantes françaises pour qu'ils acceptent de nous laisser passer. » Voici donc comment peut s'appliquer l'interdiction pour les étudiant-e-s condamné-e-s de pénétrer dans les universités. »

SYNDICALISME EN TURQUIE ET AU SEIN DU MOUVEMENT KURDE

A partir des quelques rencontres que nous avons effectuées en Turquie, il est possible de tirer quelques grandes remarques sur le syndicalisme révolutionnaire en lien avec le mouvement kurde. Le nombre de syndiqué-es est très important et les syndicats travaillent avec les mouvements sociaux (groupes féministes et LGBT, associations écologistes...), La question du travail est d'importance notamment au Kurdistan, dans une région où le taux de chômage est très forte, y compris chez les fonctionnaires. En effet, beaucoup de jeunes qui passent les concours se retrouvent sans affectation. Le mouvement populaire en cours au Kurdistan donne une place aux questions du travail avec l'existence d'une Assemblée du travail notamment. Des tentatives de coopératives existent même si nous n'en avons pas rencontré. Cela reste dans les choses à faire pour une prochaine délégation.

Pour comprendre le syndicalisme, il faut aussi s'intéresser à la répression très forte qui s'abat sur les syndicalistes. Elle va du blâme à la prison, voire l'assassinat. Une nouvelle loi turque votée à la fin du mois de mars 2015 laisse penser que la répression n'est pas en voie de régression. En effet, cette loi, appelée en turc le paketi, est très inquiétante car elle renforce les forces de police dans le secret et l'arbitraire. Par exemple, les policiers n'ont plus besoin de mandats de perquisitions ou d'arrêt – émis par le procureur ou par le juge – pour mener leurs enquêtes et arrestations. Les policiers ont le droit de réaliser des garde-à-vue de 48 heures sans accord du juge c'est-à-dire sans enregistrer les gens et aussi de les détenir dans des lieux qui ne sont pas des commissariats, ce qui rappelle les pratiques qui existaient à l'époque des tortures et des disparitions (années 80 et 90). Organiser une action ou participer à une manif passera, d'un point de vue pénal, du délit au crime. La police, sans la permission du juge, pourra mettre sur écoute et lister et enregistrer toutes les communications. A ce titre, les syndicalistes de Turquie, comme l'ensemble du mouvement social, ont plus que jamais besoin d'un regard international sur la situation pour les aider à faire avancer leurs droits politiques comme leurs droits de travailleurs, et plus largement permettre la transformation sociale.

SOMMAIRE

Page 1 - 2 : Introduction

Page 3 : Aperçu des syndicats de Turquie

Page 4 - 14 : La Confédération des syndicats de travailleurs du secteur publics (KESK)

Page 5 : le syndicat des transports publics (BTS)

Page 9 : le syndicat de l'enseignement (Egitim Sen)

Page 15 - 18 : La confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie (DISK)

Page 16 : le syndicat de la jeunesse étudiante (Genç-Sen)

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

25/27 rue des Envierges

75 020 Paris

Tel : 06 86 80 24 45

contact@solidaires-
etudiant-e-s.org

144 boulevard de la Villette

75 019 Paris

Tel : 01 58 39 30 20

contact@solidaires.org

Union
syndicale
Solidaires